

# **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**

## **Mission CSPS : Catégorie 2**

<b>Indice</b>	<b>Date</b>	<b>Modifications</b>	<b>Rédaction</b>
1	13/04/2023	PGC du 13/04/2023	Stephane MONTI
0	04/04/2023	PGC indice 0 du 04/04/2023	Stephane MONTI

# SOMMAIRE

## **1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER**

### **1.1. Liste des intervenants**

#### 1.1.1. Liste des intervenants

### **1.2. Liste des lots**

#### 1.2.1. Liste des lots

### **1.3. Etat d'avancement de l'affaire**

#### 1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

### **1.4. Renseignements généraux concernant l'opération**

#### 1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

#### 1.4.2. Phasage de l'opération

#### 1.4.3. Informations complémentaires

## **2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE**

### **2.1. Caractéristiques du sol**

#### 2.1.1. Rapport d'étude de sol

### **2.2. Réseaux existants**

#### 2.2.1. Réseaux enterrés

#### 2.2.2. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

### **2.3. Ouvrages existants**

#### 2.3.1. Bâtiment existant

### **2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)**

#### 2.4.1. Amiante

#### 2.4.2. Plomb

## **3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE**

### **3.1. Mise en commun de moyens - Planification**

#### 3.1.1. Planification

### **3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier**

#### 3.2.1. Projet de plan d'installation

### **3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires**

#### 3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

#### 3.3.2. Branchement en eau

#### 3.3.3. Branchement en électricité

#### 3.3.4. Branchement d'assainissement

### **3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier**

#### 3.4.1. Plan d'installation de chantier

#### 3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

#### 3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

#### 3.4.4. Identification du personnel

#### 3.4.5. Panneau de chantier

#### 3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

#### 3.4.7. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

#### 3.4.8. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

#### 3.4.9. Signalisation de danger - Sortie de camions

#### 3.4.10. Signalisation de danger - Autres

#### 3.4.11. Base vie - Modalités d'organisation

#### 3.4.12. Base vie - Effectif de dimensionnement

#### 3.4.13. Base vie - Définition des installations

#### 3.4.14. Base vie - Entretien des installations

#### 3.4.15. Sécurité incendie des installations

- 3.4.16. Installations de distribution électrique
- 3.4.17. Installations d'éclairage
- 3.4.18. Vérification réglementaire des installations électriques
- 3.4.19. Entretien des installations électriques
- 3.4.20. Points d'eau et d'évacuation

### **3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**

- 3.5.1. Planification et organisation des livraisons
- 3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels
- 3.5.3. Manutentions et levages
- 3.5.4. Organisation des approvisionnements - Approvisionnements aux étages

### **3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales**

- 3.6.1. Voie piétonne
- 3.6.2. Accès des véhicules et stationnement
- 3.6.3. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments
- 3.6.4. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre
- 3.6.5. Accès dans les bâtiments
- 3.6.6. Accès dans les étages
- 3.6.7. Accès en toiture

### **3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives**

- 3.7.1. Protection des rives de planchers
- 3.7.2. Protection des trémies et réservations
- 3.7.3. Protection de gaine d'ascenseur
- 3.7.4. Protection des baies en façade
- 3.7.5. Protection de rives en toiture
- 3.7.6. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes
- 3.7.7. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

### **3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets**

- 3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.8.2. Bennes à gravais et déchets
- 3.8.3. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.8.4. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.8.5. Goulottes à gravais
- 3.8.6. Evacuation des matières dangereuses

### **3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**

- 3.9.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.9.2. Consignes de sécurité
- 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail

## **4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS**

### **4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers**

- 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation
- 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante
- 4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline
- 4.1.4. Travaux de VRD
- 4.1.5. Travaux de gros-œuvre
- 4.1.6. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers
- 4.1.7. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.8. Travaux de couverture traditionnelle
- 4.1.9. Echafaudages
- 4.1.10. Travaux de menuiseries extérieures
- 4.1.11. Travaux en façade
- 4.1.12. Travaux de plâtrerie
- 4.1.13. Travaux des lots techniques
- 4.1.14. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.15. Travaux en hauteur
- 4.1.16. Travaux d'ascenseurs et monte-charges
- 4.1.17. Prévention du risque incendie
- 4.1.18. Utilisation de produits dangereux ou à risques

## **5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS**

### **5.1. Modalités de coopération**

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal

## **6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS**

## **7 ANNEXES**

### **7.1 Planning MOA.pdf**

### **7.2 PIC provisoire chantier.pdf**

### **7.3 Consignes générales de sécurité destinées aux entreprises extérieures.pdf**

# 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

## 1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	MINISTERE DES ARMEES ESID DE RENNES	QARTIER MARGUERITTE 1 RUE GARIGLIANO 35200 RENNES
Maître d'oeuvre	POLE MAITRISE D'OEUVRE	5 RUE DES PETITES MUSSES BP14114 49041 ANGERS CEDEX 01
Maître d'oeuvre	POLE MAITRISE D'OEUVRE	5 RUE DES PETITES MUSSES BP14114 49041 ANGERS CEDEX 01
Coordonnateur de référence	SOCOTEC - 27	495 rue concorde 27930 GUICHAINVILLE
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL DES ARMEES	60 BD GENERAL-MARTIAL-VALIN CS21623 75509 PARIS CEDEX 15
CARSAT ou CRAMIF	CARSAT Normandie	1 Rue Ferdinand Buisson 14280 Saint-Contest

## 1.2. Liste des lots

N° - Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
00 - LOT Ent Générale			
03 - Gros Oeuvre			
04 - Couverture - Charpente - Isolation extérieure - Bardage			
05 - VRD			
06 - Cloisons/ Doublage - Menuiseries intérieures			
07 - Peinture - revêtement			
08 - Menuiseries extérieures			
09 - Ascenseur			
10 - Plomberie - Chauffage - Ventilation - Climatisation			
11 - Electricité			

### **1.3. Etat d'avancement de l'affaire**

#### **1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration**

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

### **1.4. Renseignements généraux concernant l'opération**

#### **1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage**

**Les travaux principaux, sujets de cette présente section technique sont les suivants :**

- Démolitions pour la création d'ouverture ou la mise aux normes accessibilité et incendie s'appliquant pour ce bâtiment,
- Dépose des équipements existants,
- Désamiantage,
- Dépollution au plomb,
- Cloisonnement,
- Renforcement de planchers,
- Murage de porte et fenêtre,
- Préparation des supports,
- Isolation et platelage en comble,
- Escalier métallique extérieur,
- Remplacement de la couverture,
- Isolation thermique par l'extérieure,
- Bardage en cassette métallique,
- Condamnation de l'actuel sous-station en sous-sol,
- Abris vélo,
- Remise en état et nettoyage.

#### **1.4.2. Phasage de l'opération**

**les travaux sont réalisés en une seule phase.**

#### **1.4.3. Informations complémentaires**

L'accès a la base est autorisé entre 07h00 et 07h30et après 08h15.

les horaires de travail:

Du Lundi au Mercredi 08h00 - 17h00

Du Jeudi au Vendredi 08h00 - 16h00.

le travail du Samedi n'est pas autorisé

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Caractéristiques du sol

#### 2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
Le rapport d'étude de sol n'a pas été transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage

### 2.2. Réseaux existants

#### 2.2.1. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Présence de réseaux concessionnaires jusqu'en pénétration du bâtiment existant.	Maître d'ouvrage Entreprise générale
Une recherche afin de localiser les différents réseaux enterrés a été réalisée et une mise à jour de plan sera transmise aux entreprises concernées	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre

#### 2.2.2. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	Entreprise générale

### 2.3. Ouvrages existants

#### 2.3.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement occupée par plusieurs bâtiments. Ces bâtiments seront partiellement démolis dans le cadre de l'opération.	Entreprise générale Maître d'ouvrage

## 2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

### 2.4.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche d'amiante avant travaux par la société SOCOTEC . Rapport N°210710591000044 en date du, 07/03/2022. . Ce rapport est joint au dossier de la consultation des entreprises. Le rapport a conclu en la présence de matériaux contenant de l'amiante: DALLE DE SOL +COLLE NOIRE +REGREAGE JOINT DE DILATATION FIBREUX CONDUIT D EVENTILATION FIBRO CIMENT	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état
Retrait et/ou encapsulage d'amiante: Conformément aux dispositions légales, les entreprises procédant au retrait/ encapsulage de matériaux amiantés devront au préalable établir un plan de retrait. Le plan de retrait sera adressé, trente jours avant leur intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OPPBTP – MEDECINE DU TRAVAIL) via la plateforme DEMAT@MIANTE. Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission téléchargeable sur la plateforme DEMAT@MIANTE, sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	Entreprise générale Entreprises concernées
Des opérations de curage seront réalisées avant les opérations de désamiantage. L'entreprise réalisant le désamiantage devra, au préalable des opérations de curage, réaliser une matérialisation de l'ensemble des matériaux contenant de l'amiante présents sur le projet (décrit sur le diagnostic).	Entreprise générale Entreprises concernées

### 2.4.2. Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche du plomb avant travaux par la société SOCOTEC. Rapport N°210710591000044 en date du, 08/03/2022 . Ce diagnostic est joint au dossier de la consultation des entreprises. Le rapport a conclu en la présence de matériaux contenant du plomb: * Des valeurs supérieures à 1mg/cm <sup>2</sup> sont identifiées sur les deux escaliers extérieurs qui seront déposés. *	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état
Les éléments contenant du plomb seront matérialisés sur le chantier.	Entreprise générale Entreprises concernées



### 3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

#### 3.1. Mise en commun de moyens - Planification

##### 3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Le planning général des travaux a été transmis au coordonnateur lors de la rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état.</p> <p>Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En limitant les programmations simultanées dans une même zone,</li> <li>- En organisant des interventions successives par zones,</li> <li>- En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation,</li> <li>- En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux),</li> <li>- En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés).</li> </ul>	<p>Maître d'œuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Entreprise générale</p>
La date de mise à disposition des ascenseurs définitifs dans le cadre des approvisionnements verticaux.	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>Entreprise générale</p> <p>Maître d'œuvre</p>

#### 3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

##### 3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
Le Projet de plan d'installation de chantier a été transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage
<p>Le maître d'œuvre établira un plan guide d'installation de chantier qui fera apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Les délimitations de l'opération,</li> <li>* Les voies d'accès au chantier ainsi que les voies provisoires de circulation internes avec leur gabarit envisagé.</li> <li>* L'emplacement des zones de stockage envisagées,</li> <li>* L'emplacement, l'emprise au sol des zones réservées aux installations de chantier.</li> <li>* L'emplacement des points de raccordement en électricité, téléphone, eau potable et assainissement,</li> <li>* L'emplacement envisagé des grues,</li> <li>* L'emplacement de la zone réservée à la livraison, au déchargement et au chargement des véhicules du chantier,</li> <li>* Les cheminements des piétons (public ou personnel du chantier), y compris ceux éventuellement déviés,</li> <li>* L'emplacement des zones de tri des déchets,</li> </ul>	Maître d'œuvre

### 3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

#### 3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	Maître d'ouvrage Entreprise générale

#### 3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation d'un point de raccordement existant sur site. Le raccordement se fera à l'emplacement désigné par le chef d'établissement.	Maître d'ouvrage Entreprise générale

#### 3.3.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du point de raccordement en électricité présent sur site.	Maître d'ouvrage Entreprise générale

#### 3.3.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
En cas d'impossibilité de disposer du branchement d'assainissement définitif, ou d'un point de raccordement: Mise en place, par l'entreprise, d'une fosse toutes eaux pour le branchement des installations sanitaires de chantier. L'entreprise assurera l'entretien et la vidange de la fosse pendant toute la durée des travaux.	Entreprise générale Maître d'ouvrage

### 3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

#### 3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	Entreprise générale
Sur ce plan figureront notamment: * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets.	Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Il précisera les entrées du bâtiment (des bâtiments),	Entreprise générale
Il précisera l'implantation des monte-matériaux	Entreprise générale

### 3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant. Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre par des connecteurs. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	Entreprise générale
Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules. L'accès piéton se fera par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules.	Entreprise générale
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier. Au départ de l'entreprise responsable de la mise en place des clôtures, le maître d'œuvre transfèrera leur entretien à un autre lot.	Entreprise générale

### 3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de stockage des déchets amiantés sera clôturée afin d'en interdire l'accès aux seules personnes habilitées. Fermeture de la zone, par la mise en place d'une clôture de type grillagé, d'une hauteur de 2,00m, fixée sur des plots béton. La clôture de la zone de stockage inclura un portail d'accès. Une signalisation interdisant l'accès à la zone sera installée en périphérie de la clôture. Une signalisation spécifique Risque Amiante sera positionnée sur la clôture.	Entreprise générale Entreprises concernées

### 3.4.4. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	Entreprise générale Tous Corps d'état
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Entreprises concernées Entreprise générale

### 3.4.5. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	Entreprise générale

### 3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase retrait de l'amiante: Mise en place, aux entrées des zones en cours de décontamination, dès l'installation des clôtures.	Entreprise générale Entreprises concernées
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	Entreprises concernées Entreprise générale

### 3.4.7. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	Entreprise générale

### 3.4.8. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Afin d'orienter les véhicules accédant ou circulant sur site mise place d'un fléchage de circulation. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	Entreprise générale
En fonction de l'avancement des travaux, mise place d'itinéraires d'accès et d'orientation des personnels ou clients du site. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	Entreprise générale

### 3.4.9. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	Entreprise générale

### 3.4.10. Signalisation de danger - Autres

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panneaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité. En cas de distance de sécurité à respecter par rapport aux réseaux, celle-ci sera identifiée par panneau. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	Entreprise générale

### 3.4.11. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état Entreprise générale
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccordements aux installations, d'électricité, eau et assainissement.	Entreprise générale
Suivant les contraintes du site, les équipements communs seront installés sur plusieurs niveaux. Les niveaux seront desservis entre eux par des escaliers et passerelles sécurisés.	Entreprise générale
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	Entreprise générale

### 3.4.12. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen de 20 Personnes.	Entreprise générale

### 3.4.13. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	Entreprise générale
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-137, R 4228-2 à 18 du Code du travail).	Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	Entreprise générale
Salle de réunion : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.	Entreprise générale

#### 3.4.14. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau des bureaux et salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	Entreprise générale
Pour garantir un entretien régulier, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront pris en charge dans le cadre du compte interentreprises.	Entreprise générale

#### 3.4.15. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	Entreprise générale

#### 3.4.16. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique défini par le maître d'ouvrage. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	Entreprise générale
Les coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point du bâtiment.	Entreprise générale

#### 3.4.17. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes. Cette installation se fera à l'avancement de l'élévation des bâtiments.	Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations d'éclairage provisoires seront complétées d'un balisage de secours pour parer aux risques de chutes en cas de coupure de courant dans les cages d'escaliers, les halls d'entrées et sous-sols.	Entreprise générale

### 3.4.18. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	Entreprise générale
Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des installations de distribution intérieures et de l'éclairage de chantier, nécessaire pour ces différents corps d'états, il sera procédé à une vérification complémentaire par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	Entreprise générale

### 3.4.19. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	Entreprise générale

### 3.4.20. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que des points d'eau extérieurs pour les bâtiments.	Entreprise générale
Un robinet de puisage sur réceptacle sera prévu dans chaque bâtiment pour les besoins des lots secondaires.	Entreprise générale

## 3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

### 3.5.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise organisera la planification commune des opérations de livraisons, stockage, approvisionnement sur l'opération.	Entreprise générale
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Entreprise générale

### 3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	Entreprise générale
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empierrées dès la phase des terrassements généraux.	Entreprise générale
Une aire sera dédiée aux livraisons sur la plateforme de voirie. Elle sera implantée au-delà de l'entrée du bâtiment. Elle sera matérialisée par un balisage et reportée sur le plan d'installation de chantier.	Entreprise générale
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Entreprise générale
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Entreprises concernées
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'état
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment en toiture).	Entreprise générale Entreprises concernées

### 3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Entreprises concernées
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	01 - Entreprise générale Entreprises concernées
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	Entreprise générale
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Entreprises concernées
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Entreprises concernées 01 - Entreprise générale

### 3.5.4. Organisation des approvisionnements - Approvisionnements aux étages

Dispositions prévues	A la charge de
Le plan d'installation de chantier sera mis à jour pour faire apparaître l'implantation des recettes à matériaux.	01 - Entreprise générale



### 3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

#### 3.6.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.	Entreprise générale
Les entrées des bâtiments devront être aménagées par la mise en place de rampes ou d'embranchements provisoires, compensant les dénivelés éventuels. L'entretien et l'adaptation de ces installations seront prévus, pendant toute la durée des travaux.	Entreprise générale
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	Entreprise générale
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	Entreprise générale

#### 3.6.2. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	Tous Corps d'état Entreprise générale

#### 3.6.3. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Afin de permettre une intervention sécurisée à partir des échafaudages ou nacelles aux abords des façades, ceux-ci seront rendus et maintenus dégagés et nivelés. En fonction de la nature du terrain l'entreprise devra la réalisation des bandes de roulement périphériques aux bâtiments. Ces bandes, d'une largeur de 5,00m seront empierrées et compactées afin de permettre aux engins de levage et nacelles de circuler. L'entreprise devra l'entretien et la maintenance régulière des bandes de circulation, pendant toute la durée des interventions en façade.	Entreprise générale

#### 3.6.4. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise générale, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire.	Entreprise générale

### 3.6.5. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes des halls d'entrées situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance des aménagements provisoires nécessaires à la sécurisation des accès.	Entreprise générale
Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance d'emmarchements provisoires, suivant besoins.	Entreprise générale

### 3.6.6. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs.	Tous Corps d'état

### 3.6.7. Accès en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès aux toitures se feront par la mise en place d'un échafaudage de pied périphérique à positionner le long des façades. Cet équipement servira de protection collective L'entreprise devra l'entretien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux. L'équipement sera maintenu en place pendant toute la durée des interventions en toiture y compris celle des autres corps d'états et fera l'objet d'un PV de réception qui sera affiché en pied de l'équipement.	Entreprise générale 04 - Couverture - Charpente - Isolation extérieure - Bardage

## 3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

### 3.7.1. Protection des rives de planchers

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en façade. En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose et du coulage des planchers, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués. Mise en place des garde-corps à la pose des planchers.	Entreprise générale

### 3.7.2. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex: garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1,00 m une lisse intermédiaire et une plinthe.	Entreprise générale

### 3.7.3. Protection de gaine d'ascenseur

Dispositions prévues	A la charge de
Une protection toute hauteur de type grille sera installée. Cette protection doit permettre, en cas de besoin l'évacuation de la gaine à chaque palier par les ascensoristes.	Entreprise générale
Les platelages mis en protection horizontale de chaque niveau à l'intérieur de la gaine d'ascenseur ne seront déposés que pour être relayés par les protections collectives sur baies d'ascenseurs mises en place avant l'intervention de l'ascensoriste.	Entreprise générale

### 3.7.4. Protection des baies en façade

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, des baies avec des allèges inférieures à 1,00m, sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de menuiseries extérieures.	Entreprise générale

### 3.7.5. Protection de rives en toiture

Protection en rives en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Entreprise générale 04 - Couverture - Charpente - Isolation extérieure - Bardage

### 3.7.6. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	Maître d'ouvrage Coordonnateur SPS

### 3.7.7. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps provisoires des trémies et des volées d'escaliers, seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	Entreprise générale Entreprises concernées
En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	Entreprise générale Entreprises concernées
L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention.	01 - Entreprise générale Entreprises concernées
L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention. Le garde-corps de la trémie du vide sur hall sera posé sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur de la trémie.	Entreprises concernées Entreprise générale

## 3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

### 3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels.	Entreprise générale

### 3.8.2. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	Entreprise générale

### 3.8.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	Maître d'œuvre

### 3.8.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Entreprise générale

### 3.8.5. Goulottes à gravois

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets seront évacués des étages par des goulottes à gravois, la zone en bas de goulotte devra être balisée. En cas de poussière il sera prévu des aménagements particuliers (bâchage, arrosage, etc.)	Entreprise générale

### 3.8.6. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	Entreprises concernées
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées.	Entreprises concernées

### 3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

#### 3.9.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.</p> <p>ORGANISMES DE PREVENTION INSTITUTIONNELS Inspection du travail - Contrôle Général des Armées 60, Boulevard Général Valin CS 21623 75509 Paris Cedex 15 Inspecteur du Travail des Armées. Inspecteur POLOP-FANS Régis T : 01 80 50 14 00</p> <p>SERVICES DE SECOURS ORGANISMES CIVILS SAMU : 15 POLICE : 17 POMPIERS : 18</p> <p>SERVICES DE SECOURS ORGANISMES MILITAIRES BA105 Infirmier : 06.20.41.06.66 BGA : 02.32.62.11.17 ESIS : 02.32.62.13.09 Bureau de Maîtrise des Risques : 02.32.62.13.30 PC Protection : 02.32.62.12.72</p>	Tous Corps d'état
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

#### 3.9.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBTP et le coordonnateur sécurité.</p>	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Tous Corps d'état

#### 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Entreprises concernées Entreprise générale
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Entreprises concernées Entreprise générale

## 4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

### 4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

#### 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Préalablement au démarrage des travaux de réhabilitation, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones d'intervention. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée aux entreprises avant le démarrage des travaux.</p> <p>Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.</p>	Entreprise générale
<p>Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage fera consigner les branchements, électricité, gaz, eau, par les concessionnaires.</p> <p>Le maître d'ouvrage devra remettre à l'entreprise les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>Préalablement au démarrage de son intervention, l'entreprise de démolition s'assurera sur le site de la consignation effective des branchements.</p>	Maître d'ouvrage
<p>Au cours des travaux de curage et réhabilitation du bâtiment, des garde-corps provisoires de protection seront installés au droit des vides laissés jusqu'au démarrage des travaux de réaménagement.</p>	Entreprise générale
<p>Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; -de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute.</li> </ul>	Entreprise générale
<p>Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.</p>	Entreprise générale
<p>Toute entreprise effectuant des démolitions de reprises de structure, ou la dépose de réseaux et équipements situés en hauteur, est tenue de s'assurer de la bonne stabilité des ouvrages et de mettre en place les moyens d'étalement provisoire, nécessaires à la sécurisation de ces ouvrages.</p> <p>Il est recommandé de procéder à une campagne de sondages ponctuels pour identification des modes de structure des ouvrages à déposer.</p> <p>L'entreprise joindra à son PPSPS une note méthodologique faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Les moyens mis en œuvre pour interdire l'accès sous la zone de travail aux autres intervenants.</li> <li>* Les moyens mis en œuvre pour les accès en hauteur.</li> <li>* Les dispositifs provisoires de supportage des ouvrages.</li> <li>* Les dispositifs de protection collective installés sur les trémies, après la dépose des équipements.</li> </ul>	<p>Entreprise générale</p> <p>Entreprises concernées</p>

#### 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les travaux de démolition ne pourront débuter qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	Entreprise générale Entreprises concernées
Les travaux de réhabilitation ne pourront débuter sur une zone d'intervention qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux sur zone ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	Entreprise générale Entreprises concernées
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Maître d'œuvre
Les PV de mesures libératoires doivent être transmis au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.	Entreprise générale Entreprises concernées
Phase désamiantage: Sanitaires - Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants.	Entreprise générale Entreprises concernées
le plan de retrait sera envoyé pendant la période de préparation au Contrôle générale des armées.	Entreprise générale Entreprises concernées

#### 4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux de démolition seront réalisés sous système d'abattage à l'eau installé sur les engins.	Entreprises concernées Entreprise générale
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	Entreprise générale Entreprises concernées
Les entreprises réalisant des travaux à risque d'émission de poussière de silice cristalline devront effectuer des mesures de la concentration de l'atmosphère en silice de façon régulière et lors de tout changement dans des conditions susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exposition des salariés.	Entreprise générale Entreprises concernées

#### 4.1.4. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	Entreprises concernées



Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par le balisage des fouilles devant rester ouvertes en attente du remblaiement.	Entreprises concernées
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	Entreprises concernées Entreprise générale
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	Entreprises concernées
Pour toute tranchée ou excavation, commune à plusieurs lots et d'une profondeur supérieure de 1,30 m ou dans un terrain non stable, l'entreprise réalisant la tranchée devra la mise en place d'un système de blindage adapté à tous les types d'intervention prévue dans la tranchée. Le type de blindage sera défini en concertation avec l'ensemble des entreprises concernées par l'intervention dans la tranchée. Le blindage ne pourra être modifié qu'après accord de l'entreprise ayant assuré l'installation. L'entreprise aura en charge la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions y compris des autres corps d'état.	Entreprises concernées
Mise en place des tampons définitifs de fermeture dès la pose des chambres, des regards ou de la réalisation des fosses. En cas d'impossibilité de positionner le tampon définitif, protection par dispositif d'obturation arasant le regard ou la chambre (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pour supporter le poids d'un homme, ou d'un véhicule si l'équipement est positionné sur une voie de circulation.	Entreprises concernées
Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation ou une tenue entreprise adaptée.	Entreprises concernées Entreprise générale
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	Entreprise générale Entreprises concernées

#### 4.1.5. Travaux de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements.	Entreprise générale
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collectives contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	Entreprise générale

#### 4.1.6. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	Entreprise générale
Les garde-corps rigides seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage du plancher sera préféré aux pinces traditionnelles.	Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	Entreprises concernées

#### 4.1.7. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;</li> <li>Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</li> </ul>	<p>Entreprise générale</p> <p>Entreprises concernées</p>

#### 4.1.8. Travaux de couverture traditionnelle

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par la mise en place d'échafaudages de pieds implantés en façade. Les plateaux hauts de l'échafaudage seront positionnés en bas de pente au niveau des égouts de toit afin d'assurer le poste de travail et la protection antichute.	<p>Entreprise générale</p> <p>04 - Couverture - Charpente - Isolation extérieure - Bardage</p>

#### 4.1.9. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	04 - Couverture - Charpente - Isolation extérieure - Bardage
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	04 - Couverture - Charpente - Isolation extérieure - Bardage
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	<p>Entreprise générale</p> <p>04 - Couverture - Charpente - Isolation extérieure - Bardage</p>

#### 4.1.10. Travaux de menuiseries extérieures

Dispositions prévues	A la charge de
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un niveau de poste de travail protégé (échafaudage du façadier par exemple).	08 - Menuiseries extérieures

#### 4.1.11. Travaux en façade

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fera part en réunion préparatoire de ses besoins d'emprise au sol.	04 - Couverture – Charpente – Isolation extérieure – Bardage Entreprise générale

#### 4.1.12. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons. Les approvisionnements devront se faire sans démontage des protections collectives. Préalablement au démarrage des approvisionnements, l'entreprise devra s'assurer, de la charge admissible des balcons, auprès de l'entreprise de gros œuvre ou de son bureau d'études. En cas d'incompatibilité de la charge admise avec les charges à approvisionner, l'entreprise devra la mise en place des moyens d'étalement complémentaires qui serait nécessaire, via l'entreprise de gros œuvre.	06 - Cloisons/Doublage – Menuiseries intérieures Entreprise générale
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	06 - Cloisons/Doublage – Menuiseries intérieures
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	06 - Cloisons/Doublage – Menuiseries intérieures

#### 4.1.13. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	10 - Plomberie – Chauffage – Ventilation – Climatisation 11 - Electricité 07 - Peinture – revêtement Entreprises concernées
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	10 - Plomberie – Chauffage – Ventilation – Climatisation 11 - Electricité Entreprise générale
Après ouverture, les trémies seront sécurisées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous-face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	11 - Electricité 10 - Plomberie – Chauffage – Ventilation – Climatisation Entreprise générale

#### 4.1.14. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.	Entreprise générale Entreprises concernées

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	Entreprises concernées Entreprise générale

#### 4.1.15. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. La mise en oeuvre de plateformes individuelles roulantes (P.I.R ou P.I.R.L), convenablement protégés contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux Principes Généraux de Prévention.	Tous Corps d'état

#### 4.1.16. Travaux d'ascenseurs et monte-charges

Dispositions prévues	A la charge de
Avant intervention l'entreprise s'assurera de la protection de la gaine à tous les étages. L'approvisionnement ne se fera que lorsque l'installation de l'appareil est sûre d'être faite.	09 - Ascenseur
La zone de montage sera balisée et le passage condamné dans les zones à risque.	09 - Ascenseur
L'entreprise doit consigner les portes pour en empêcher toute tentative de manœuvre si le montage définitif n'est pas achevé lorsqu'elle quitte le chantier.	09 - Ascenseur
La dépose des protections provisoires se fera à l'avancement de la pose des portes palières ou de la mise en place des protections provisoires de l'entreprise installatrice. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	09 - Ascenseur

#### 4.1.17. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Entreprises concernées
Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un moyen d'extinction adapté.	10 - Plomberie – Chauffage – Ventilation – Climatisation 11 - Electricité 06 - Cloisons/Doublage – Menuiseries intérieures

**4.1.18. Utilisation de produits dangereux ou à risques**

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	Entreprises concernées
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Entreprises concernées

## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

### 5.1. Modalités de coopération

#### 5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

#### 5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

#### 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

#### 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

#### 5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

#### 5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

#### 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

#### 5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

#### **5.1.9. Registre journal**

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

## 6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Stephane MONTI	Tél : 0612750027 Email : stephane.monti@socotec.com
Etabli le : 04/04/2023 Date de modification : 13/04/2023	Elements modifiés :

### **Partie à remplir par le CSPS:**

Adresse chantier: 27930 DIRECTION DU PORT - ARSENAL EVREUX	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyen mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Recette à matériaux :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non  <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

### **Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :**

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :



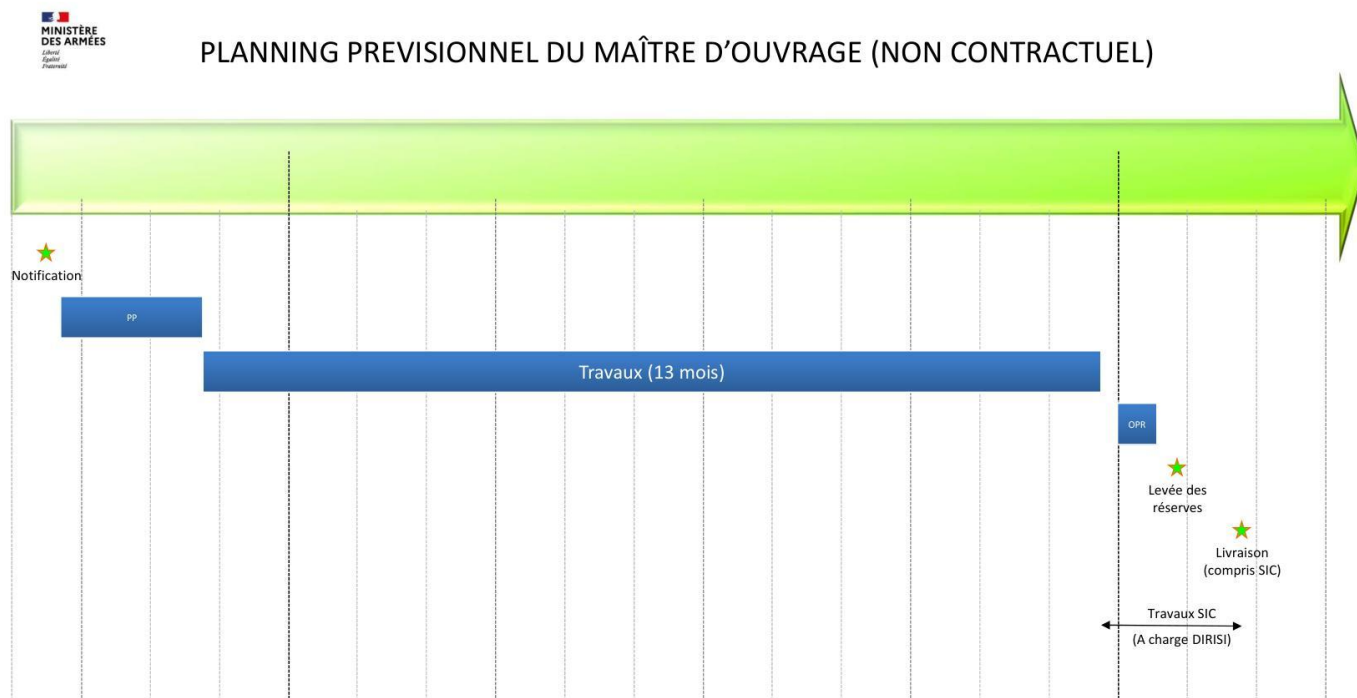
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

### **Projet de Plan d'installation de chantier avec :**

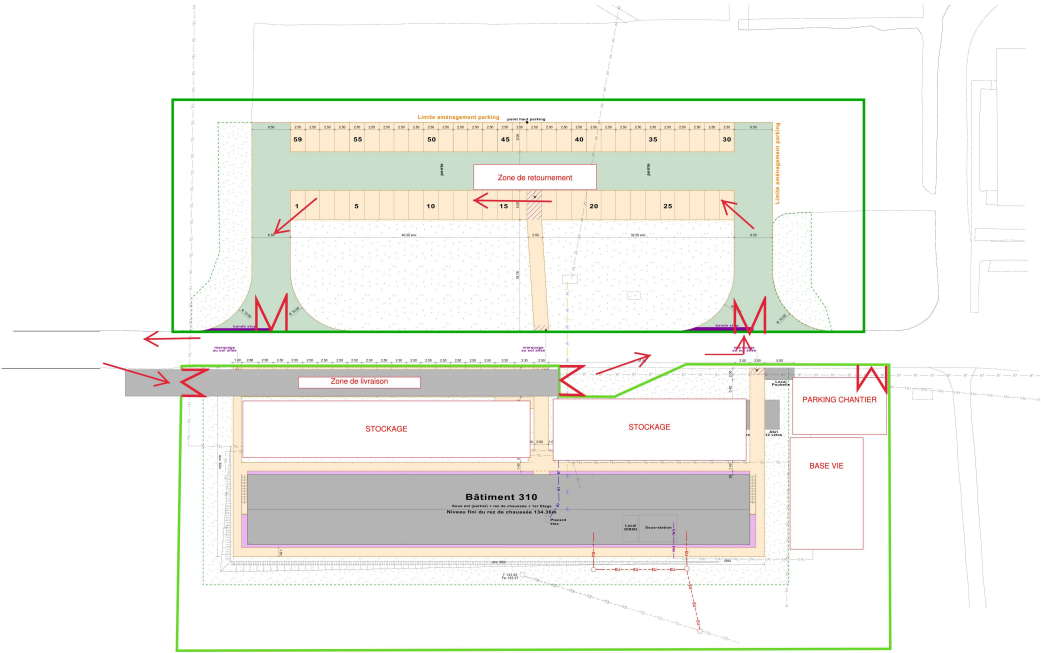
- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

# Annexes :

## 1 Planning MOA.pdf



2 PIC provisoire chantier.pdf



 REPUBLICAINE ET CIVILE	EVREUX (27) BA 105 Projet C-130H Restructuration du bâtiment 310
 SGA Société Générale de Architecture	PLAN DE MASSE ETAT PROJETE
 SID Société Industrielle de Développement	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
 REPUBLICAINE ET CIVILE	PROJET C-130H Restructuration du bâtiment 310
 REPUBLICAINE ET CIVILE	PROJET C-130H Restructuration du bâtiment 310

### **3 Consignes générales de sécurité destinées aux entreprises extérieures.pdf**



# Consignes générales de sécurité destinées aux entreprises extérieures

## SOMMAIRE

- Plan de la base aérienne 105
- Consignes générales de sécurité
  - Prévention routière
  - Consignes sécurité au travail
  - Sécurité incendie
  - Sécurité électrique
  - Découverte de munitions et d'objets non identifiés
- Organisations des secours sur la base aérienne 105 d'Evreux
- Informations pratiques

**Société :**

Le colonel Sébastien DELPORTE  
Commandant la Base de Défense d'Evreux  
et commandant la Base Aérienne 105

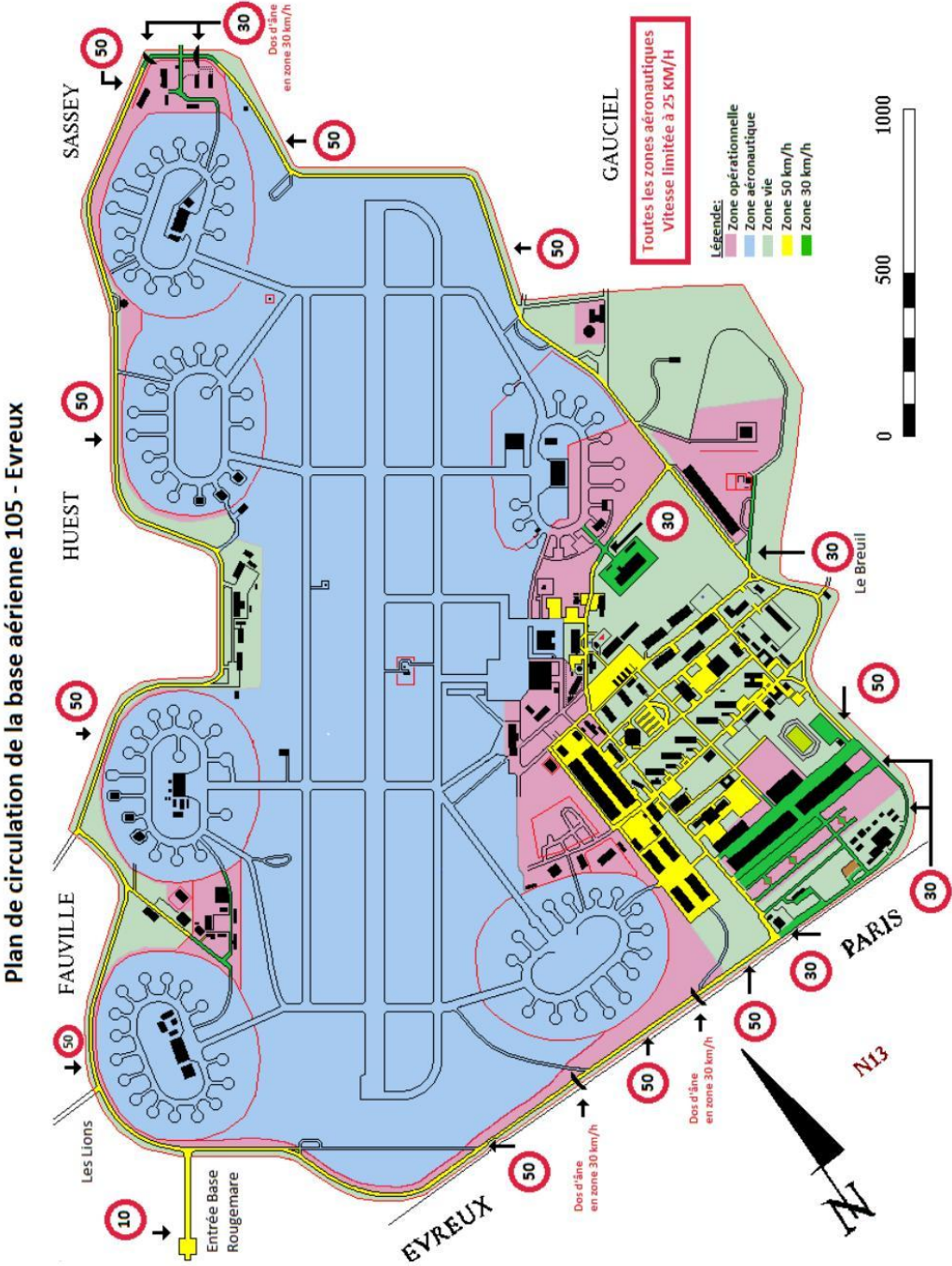
**Date de prise en compte :**

**Nom :**

**Prénom :**

**Signature :**

Base aérienne 105 – route de Paris - 27037 Evreux cedex  
Tél : 02.32.62.12.54 – PNIA : 811 105 4254  
[ba105-pmr.secretaire.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ba105-pmr.secretaire.fct@intradef.gouv.fr)



## **Consignes générales de sécurité**

### **Prévention routière**

Sur toute la base, le personnel des entreprises extérieures est tenu de respecter les obligations du code de la route et des mesures complémentaires définis par le commandant de la base, à savoir :

- Le stationnement s'effectue sur les emplacements prévus à cet effet.
- La priorité est donnée aux convois militaires.
- L'accès aux zones réservées aux aéronefs (taxiway, piste d'envol, parking avions), est interdits aux personnels non autorisés.
- Le personnel des entreprises extérieures non détentrices de laissez-passer avec photographie doit être accompagné par un personnel de la base.

### **Risque d'accident avec les piétons et les cyclistes :**

**Le personnel de la base se déplace fréquemment à pied sur la chaussée (faute de trottoir), ou à vélo. De plus beaucoup de coureurs à pied exercent leur activité le mardi et le jeudi matin, pendant le créneau réservé au sport. Il est donc vital d'être vigilant et de conduire prudemment sur l'ensemble de l'emprise.**

### **Consignes de sécurité au travail**

Afin de garantir la sécurité du personnel des entreprises extérieures intervenant sur la Base Aérienne 105 et de réduire les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités de l'entreprise extérieure et celles de l'entreprise utilisatrice (base 105), il est impératif d'appliquer les recommandations suivantes :

- Respecter la signalisation routière et les limitations de vitesse applicables sur la base 105 et les sites rattachés.
- Il est interdit de pénétrer dans les locaux, autres que ceux concernés par le travail à exécuter.
- Le matériel utilisé par l'entreprise intervenante doit être en adéquation avec les tâches réalisées, ainsi que vérifié et/ou contrôlé avant chaque utilisation et conformément à la réglementation.



- Garder à disposition du Bureau Maitrises des Risques l'ensemble des documents attestant le suivi des matériels soumis aux CVPO, utilisé par l'entreprise, sur la base 105.
- La zone de travail doit être clairement délimitée par du matériel de signalisation approprié, empêchant l'accès au chantier et prévenant du danger (la rubalise est interdite en zone aéronautique).
- Aucun matériel ne doit être entreposé sur les zones de circulation, devant les issues de secours et moyens d'extinction.
- Les manœuvres des véhicules doivent être effectuées à deux minimums, avec une personne qui guide la manœuvre.
- L'utilisation de matériels ou engins appartenant à la BA 105 est strictement interdite.
- Les numéros de téléphone d'urgence de la BA 105 doivent être affichés en divers points du chantier.
- Il est interdit de travailler seul ou en dehors des heures ouvrables de la base aérienne 105 (8h00 à 17h00), sans autorisation préalablement délivrée par le chef d'organisme (commandant de base).
- Le chef de l'entreprise intervenante doit établir par écrit une procédure d'organisation des secours. Le personnel intervenant applique les mesures d'urgence définies par son employeur et celles définies par le chargé de prévention (organisation des secours d'urgence).
- Les personnels de l'entreprise extérieure intervenant sur la base doivent détenir une aptitude médicale à jour, en adéquation avec la nature des travaux réalisés (travail en hauteur, conduite engins spéciaux, ...). Cette aptitude doit être présentée au chargé de prévention.
- En cas de risque de chute d'objet, la zone en contre-bas du chantier sera interdite d'accès et délimitée par du matériel de signalisation approprié.
- Le chef de l'entreprise intervenante doit faire connaître à l'ensemble de ses salariés les dangers liés à l'activité et mettre en place les moyens de s'en préserver.
- Le responsable de l'entreprise extérieure doit faire prendre connaissance à l'ensemble de son personnel, des consignes à adopter sur la base aérienne 105 ou de ses sites rattachés, mentionnées sur le plan de prévention ou l'attestation pour travailler en sécurité.
- L'entreprise a la responsabilité d'éliminer les déchets générés par son activité.

**Les travaux ne peuvent commencer que si une attestation ou un plan de prévention a été réalisé et signé par l'ensemble des responsables.**



## Sécurité incendie

Aucune opération de soudage, de brasage, de découpe ou utilisation d'appareil à flamme ou à arc n'est autorisée sans avoir un permis feu en cours de validité.

Il est interdit de laisser allumer des appareils à flamme pendant l'absence de l'utilisateur.

Tout feu nu est interdit sur la base.

Le personnel doit prendre connaissance du plan d'évacuation de la zone de travail, afin d'identifier les sorties de secours, et le point de rassemblement.

L'entreprise a la responsabilité de s'équiper avec ses propres extincteurs.

En cas d'incendie, contacter les pompiers sur la base :

- Composer le 18 à partir d'un poste PNIA (réseau base).
- Composer le 02.32.62.13.09 à partir d'un portable.

Alerter l'entourage, faire évacuer les personnels présents dans les locaux.

Attaquer le feu avec l'extincteur approprié le plus proche.

## Sécurité électrique

Seul le personnel habilité est autorisé à intervenir sur des installations électriques après en avoir reçu l'ordre du responsable d'exécution.

La consignation et la déconsignation d'une installation électrique ne peut être effectuée que par un personnel habilité de l'USID.

## Découverte de munitions et d'objets non identifiés

En cas de découverte de munitions, de matière explosive ou d'objets non identifiés, pendant la réalisation des travaux, il est impératif de suivre les directives suivantes :

- Arrêt immédiat des travaux à proximité de l'engin explosif ou non identifié
- Evacuation des personnels présents sur le chantier à une **distance minimum de 100 mètres de l'objet découvert**,
- Dans la mesure du possible, vous pouvez prendre une photo de l'objet découvert pour faciliter le travail des équipes NEDEX
- **ALERTER :**  
Appelez l'officier de permanence commandement (OPC) au **22 335 ou 22350** à partir du réseau téléphonique base, ou au **02.32.62.11.55** à partir d'un portable.  
Appelez également le PC PROTECTION au **14** ou au poste **22 750** à partir du réseau téléphonique base, ou au **02.32.62.12.72** à partir d'un portable.  
Précisez la nature et le lieu exact où se trouve l'objet.  
Une fois cette première étape accomplie, appelez :

L'USID ou l'ESID, si le chantier est sous leur responsabilité au poste 23110 ou 24225.

Le bureau prévention de la base au 24254 ou 24937 à partir d'un PNIA, ou au 02.32.62.12.54. ou 02.32.62.13.30 à partir d'un mobile.

## **Organisations des secours sur la base aérienne 105 d'Evreux**

**Conduite à tenir en cas d'accident du travail :**

### **ALERTER**

**Appelez l'antenne médicale de la base en heure ouvrable (8h00-17h00) :**



**15 à partir du réseau téléphonique Base  
Ou 06.20.41.06.66**

**En dehors des heures ouvrables, appelez les pompiers de la base :**



**18 à partir du réseau téléphonique Base  
Ou 02.32.62.13.09**

- **QUI JE SUIS**
- **OU JE ME TROUVE (adresse précise)**
- **MON NUMERO DE TELEPHONE (numéro sur lequel les secours peuvent rappeler)**
- **CE QU'IL S'EST PASSE (situation, diagnostique rapide de la victime, danger potentiel...)**
- **CE QUE J'AI FAIT (la protection, les gestes de 1ers secours)**
- **CE QUE JE DOIS FAIRE (les conseils des secours)**
- **PUIS-JE RACCROCHER ?**

**L'antenne médicale ou les pompiers se chargeront de contacter les services d'urgence extérieurs à la base pour prendre en charge les victimes si besoin.**

## **Informations pratiques**

### **Horaires de travail sur la base aérienne 105 :**

- ⇒ **Lundi/Mardi/Mercredi : 8h00 à 17h00**
- ⇒ **Jeudi/Vendredi : 8h00 à 16h00**

L'accès à la base 105 se fait uniquement par l'entrée principale (rond-point de la Rougemare/Jardilland).

Le personnel de l'entreprise extérieure doit faire une demande de dérogation horaire auprès du bureau prévention de la base pour avoir l'autorisation de travailler en dehors des horaires de travail mentionnés ci-dessus.

### **Restauration :**

Le personnel des entreprises extérieures peuvent prendre leur repas au Mess unique (bâtiment n°133). Il faut au préalable créditer le laissez-passer au 1<sup>er</sup> étage au niveau du bar.

**Paiement : 8€ (Chèque numéraire ou carte bancaire).**

**Tél : 02.32.62.12.33.**

**Horaire des repas :**

- ⇒ **Petit déjeuner : de 7h00 à 7h45**
- ⇒ **Déjeuner : de 11h45 à 13h00**
- ⇒ **Dîner : de 18h45 à 19h45**

### **Hôtellerie :**

- ⇒ **Accueil : poste 24919 ou 02.32.62.12.87**

### **Bureau Prévention Base :**

- |  |  |
|--|--|
| ⇒ <b>Chargé de prévention</b>              | ▪ <b>poste 24 937 ou 02.32.62.13.30</b>        |
| ⇒ <b>Cellule HSCT (plan de prévention)</b> | ▪ <b>poste 24 254, 23231 ou 02.32.62.12.54</b> |
| ⇒ <b>Cellule environnement</b>             | ▪ <b>poste 23 810 ou 02.77.63.38.10</b>        |
| ⇒ <b>Cellule incendie (permis feu)</b>     | ▪ <b>poste 24 947</b>                          |

### **Services de la base :**

Numéro de téléphone à composer à partir du réseau base.

Domaine	Service	Numéro de poste	Ligne direct
Infrastructure Donneur d'ordre	USID (Unité de soutien de l'infrastructure de la défense)	23 110 ou 24 225	02.32.62.12.24
Sécurité et N° d'urgence	Infirmierie base	15	06.20.41.06.66
	Gendarmerie base	17	Pas de ligne direct
	Pompier base	18	02.32.62.13.09
	PC protection	14	Pas de ligne direct
	BMR		02.32.62.13.30 ou 02.32.62.12.54
	Officier de permanence base	16	02.32.62.11.55
	Bureau accueil base	24 064	Pas de ligne direct

### **Coordonnées Inspecteur du Travail Air :**

CF DARRAS Dominique  
60 Boulevard du général Martial Valin  
CS21623  
75 509 Paris 15 cedex

Tél : 841 168 2198 (réseau militaire)  
09.88.68.21.98